



Le 22 mars 2018, ENSEMBLE en grève et en manifestation

POUR une FONCTION PUBLIQUE au SERVICE DE TOUS !!!

Les syndicats de la Fonction Publique FO, FSU, Solidaires et CGT de la Gironde appellent l'ensemble des agents à se mobiliser très fortement le 22 mars !

Nous sommes mobilisés pour tenter d'effectuer nos missions alors que les conditions se dégradent un peu plus chaque jour. Après la RGPP Sarkozy, la MAP Hollande voici le programme Action Publique 2022 Macron !

Attachés aux principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité et à leur respect, nous dénonçons les annonces inadmissibles du gouvernement début février. Sans répondre aux revendications, portées unitairement le plus souvent, le gouvernement a choisi de franchir un nouveau cap, en préconisant :

- un plan de départ volontaire pour accompagner les abandons de missions et les nouvelles suppressions d'emplois envisagées,
- le recours accru au non-titulariat et à la précarité,
- l'extension du salaire au mérite et donc de la rémunération accessoire et discriminante,
- la diminution des instances de représentation du personnel,

C'est une nouvelle attaque d'une très grande violence à laquelle se livre le gouvernement contre le Statut Général, les agent(e)s et les missions publiques.

Le 22 mars, mobilisons-nous pour exiger :

Une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et l'augmentation du pouvoir d'achat,

L'abrogation du RIFSEEP, dispositif injuste et portant atteinte à la Fonction publique de carrière,

L'arrêt des suppressions d'emplois et la création d'emplois statutaires dans les nombreux services qui en ont besoin,

Un nouveau plan de titularisation des contractuel(le)s, de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension comme le préconise le gouvernement. NON à la suppression des 120.000 emplois. OUI à l'embauche de 120.000 jeunes !

L'abrogation de l'article 93 du statut de la FPH qui permet le licenciement d'un fonctionnaire hospitalier,

Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle,

L'abrogation du jour de carence,

L'arrêt des réorganisations et restructurations lorsqu'elles sont sources de souffrance pour les agents !

Le maintien des instances représentatives du personnel : pas de fusion des CT et CHSCT comme prévu dans les ordonnances Macron, maintien des CAP et de leurs prérogatives, le respect du cadre des 35h et des dispositifs négociés avant 2001, en vue d'améliorer les conditions de travail des personnels,

La défense et la pérennisation du système de retraite par répartition, du code des pensions civiles et militaires, de la CNRACL ainsi que des régimes particuliers. Un départ à 60 ans pour une retraite à taux plein et 55 ans pour les travaux pénibles,

Non à l'augmentation de la CSG. Exigeons son abrogation !

La défense du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers qui permet déjà de répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire et qui garantit l'égalité entre les usagers.

Les politiques du gouvernement attaquent l'ensemble des droits collectifs des salariés, actifs, jeunes, retraités. Comme le font les fédérations de l'enseignement et les syndicats de la jeunesse par une mobilisation pour le maintien du BAC comme diplôme national et le droit de choisir sa filière universitaires ; Comme le font les fédérations de cheminots et l'énergie pour défendre le statut public de leur entreprise et par la même le statut des agents :

Ensemble, mobilisons-nous **le 22 mars 2018** et organisons dès le lendemain

des assemblées de personnels pour décider des suites et des actions futures **pour gagner**

Les **services publics** sont notre **bien commun**

Le **22 mars** en **grève** et **manifestation**

Gagnons des services publics **pour tous**

Pour **l'amélioration** des conditions de travail et **l'augmentation** des salaires

Halte à la précarité

Manifestation à Bordeaux le **22 mars**

Rassemblement **13h30 Place de la République**

Départ 14h - Fin de la manif Place de la Bourse

Une rencontre intersyndicale a été demandée à la préfecture